

# POLOGNE

# POLOGNE : EN DEFENSE DES RETRAITES

Par Dariusz Zalega \*

*« Si j'étais à la place du Premier ministre, j'utiliserai la force contre les syndicalistes »*

*Lech Walesa<sup>1</sup>*



Deux cents militants du Syndicat Libre « Août 80 »<sup>2</sup> et du Syndicat des pêcheurs polonais ont occupé le mercredi 12 novembre le bureau électoral varsovien du député Donald Tusk, actuel Premier ministre. Ils ont annoncé vouloir y demeurer jusqu'à ce que Tusk accepte de négocier.

« Notre action vise la tentative gouvernementale de liquider de droit à la retraite pour plusieurs centaines de milliers de Polonais », explique Boguslaw Zietek<sup>3</sup>, dirigeant du syndicat « Août 80 ».

Le Premier ministre Tusk a déclaré, qu'il n'y aurait pas de négociations. Lech Walesa, ancien dirigeant de Solidarnosc et ancien Président de la République, a soutenu Tusk: - « Si j'étais à la place du Premier ministre, j'utiliserais la force contre les

syndicalistes ».

Le gouvernement veut réduire le nombre de travailleurs ayant droit à la retraite anticipée de 1,1 million à 250 000. Les cheminots, les enseignants et beaucoup d'autres métiers sont concernés. Tusk annonce qu'il n'y a pas d'argent dans le budget pour les retraites anticipées et que c'est un « anachronisme datant du temps du socialisme ».

En réalité ce système de retraites a été développé par les premiers gouvernements libéraux en Pologne après 1989, pour lesquels ce fut un moyen pour éviter l'explosion sociale. Au début de la transformation capitaliste en Pologne, le chômage a touché plus de deux millions de personnes - sans les retraites anticipées et les pré-retraites cela aurait été encore pire.

Selon le professeur Mieczyslaw Kabaj, 131 000 Polonais ont pris leur retraite au cours des années 1985-1990. Au cours de la seule année 1991 il furent 840 000 personnes.

Le gouvernement qualifie d'apocalypse financière le coût des retraites anticipées - 2 milliards de zlotys par ans. Mais ce coût est comparable aux dotations prévues dans le budget pour les grandes entreprises occidentales qui investissent en Pologne et aux indemnités prévues pour les anciens propriétaires, dont les avoirs ont été nationalisés en « Pologne populaire » après 1945.

L'empressement du gouvernement dans la lutte contre les droits à la retraite est d'autant plus scandaleux, que le même gouvernement reste très silencieux quant à la plus grande braderie des retraites polonaises jamais réalisée : la banqueroute en cours des fonds de pensions polonais, qui ont déjà perdu plus de 20 milliards de zlotys à la bourse.

Les plus grands centrales syndicales ont organisé le 5 novembre une manifestation de 5 000 personnes en défense de retraites en disant que c'est n'est que début. Les pêcheurs ont organisé des blocages de route en Poméranie pour protester contre la soumission du gouvernement envers la Commission Européenne, qui vise la liquidation du secteur de la pêche en Pologne. Les cheminots ont déjà organisé une grève d'avertissement en défense des droits à la retraite anticipée.

« Le gouvernement dit que la minorité ne peut pas terroriser la majorité. Nous sommes d'accord : la minorité de riches ne doit pas décider de la vie de la majorité des Polonais, qui travaillent à leur profit ! », déclare Zietek. « Le gouvernement est parti en guerre non seulement contre le mouvement syndical, mais contre tous les travailleurs polonais. S'il veut la guerre il l'aura... ».

\* Dariusz Zalega est rédacteur en chef de l'hebdomadaire Trybuna Robotnicza (Tribune Ouvrière), édité par le Syndicat Libre "Aout 80". [www.trybuna-robotnicza.pl](http://www.trybuna-robotnicza.pl)

1. Ancien ouvrier des chantiers navals de Gdansk, Lech Walesa avait été le principal porte-parole de la grève générale de l'été 1980, puis de la centrale syndicale Solidarnosc. Après avoir connu la prison, il est devenu Président de la république entre 1990 et 1995 où il a organisé la transition du pays vers le capitalisme néo-libéral (voir à ce sujet les deux premiers numéros de Solidaires International [www.solidaires.org](http://www.solidaires.org), rubrique International).

2. Août 80 est la date de la grande grève générale. Cette centrale syndicale est beaucoup plus combative que les deux grandes confédérations. Elle a été fondée en 1992 en Haute-Silésie où elle est notamment très implantée dans les mines de charbon.

3. Boguslaw Zietek faisait partie des invités du Congrès 2008 de Solidaires.